



La CGT
des établissements
d'Enseignement supérieur
et de Recherche

Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur

Communiqué

Réactions de la CGT FERC Sup au discours de politique générale d'Élisabeth Borne

11 juillet 2022

Dans son discours de politique générale le 6 juillet, la Première Ministre Mme Borne a annoncé que « *l'université est une chance précieuse, (...) et l'université française sera donc au coeur de l'action de notre gouvernement.* » Selon elle, il renforcera « *l'égalité d'accès et de réussite en particulier dans le premier cycle universitaire* ». Elle promet en outre « *d'investir dans les sites universitaires et les organismes de recherche* » et de continuer à « *revaloriser et simplifier le métier de chercheur* ». Plus loin, elle précise qu'ils « *devront dans le supérieur permettre que les étudiants choisissent et se lancent dans une voie en fonction du métier qu'ils veulent exercer* ».

Derrière les belles déclarations de principe, flagorneries habituelles mais vides de sens des politiques envers l'enseignement supérieur et la recherche dont les pouvoirs successifs sont devenus coutumiers, force est de constater qu'aucun moyen budgétaire ni aucune proposition ne sont annoncés, hormis une bien modeste revalorisation des bourses qui risque fort de ne pas même compenser l'inflation galopante !

Si on reformule le message et qu'on le traduit en clair :

- le gouvernement continue la politique précédente, pourtant désastreuse : continuer à entasser les étudiants dans des amphithéâtres décrépits, sans aération ni capteurs de CO2, et à baisser le nombre de personnels par étudiant;
- il ne va pas toucher à la mal nommée loi « orientation et réussite des étudiants » ni à ParcoursSup, outils tayloristes de tri des étudiants qui mettent en place la sélection à l'entrée de l'université ; au contraire, la sélection s'amplifie avec le prochain déploiement de la plateforme TrouverMonMaster ;
- il ne va pas remettre en cause les augmentations des droits d'inscription dans les écoles d'ingénieurs publiques, ni le honteux plan « Bienvenue en France » qui les a considérablement augmenté pour les étudiant-es extra-communautaires ;
- il va accélérer la « professionnalisation » des formations, c'est-à-dire chercher à les soumettre aux besoins immédiats des entreprises ;
- il ne va pas remettre en cause la loi de programmation de la recherche (LPR), et au contraire, il va à nouveau chercher à détricoter les statuts des personnels et individualiser leurs rémunérations, il va encore accélérer la précarisation des personnels...

C'est l'inverse de ce dont l'Enseignement supérieur et la Recherche ont besoin.

Quelles mesures immédiates pour la rentrée universitaire ? Aucune annonce de postes de titulaires, ni de locaux supplémentaires, alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 24 % en 10 ans et que le nombre de recrutements d'enseignant-es-chercheur-es a diminué de 45 % en 12 ans.

La rentrée, faute de mesures urgentes pour accueillir décemment tous les étudiant-es, risque de s'annoncer à nouveau catastrophique, sous la menace d'une septième vague Covid. Cela fait 5 ans que nous alertons le ministère : encore combien de rentrées sans moyens, à pousser les murs, à mettre des strapontins, à recruter des contractuel-les et des vacataires ? Le service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est l'avenir de la Nation, il mérite mieux.

Pour assurer ses missions et faire face à l'augmentation du nombre d'étudiant-es, nous réclamons toujours

- l'abrogation de la loi ORE, de ParcoursSup, de Bienvenue en France et de la LPR,
- le recrutement de 70.000 personnels titulaires et la construction de l'équivalent de 2 universités ;
- Un vaste plan de rénovation du patrimoine de l'ESR, pour travailler et étudier dans de bonnes conditions et en finir avec les passoires thermiques ;
- En finir avec la paupérisation des agents publics en revalorisant les salaires de 20 %, dont 400 € de plus par mois pour tous et toutes immédiatement ;

Contact presse : Frédérique Bey (33) 06 86 90 19 59, Jean-Marc Nicolas (33) 06 01 79 89 69

<https://cgt.fercsup.net/cgt-ferc-sup/qui-sommes-nous/>

